

Édito

L'Etat, ses services déconcentrés et ses établissements publics, les organismes scientifiques et techniques, les collectivités locales, et beaucoup d'autres, nous avons, tous ensemble, la responsabilité de construire un système d'information sur l'eau qui soit fiable, cohérent et transparent. Aide à la mise en œuvre des politiques publiques de l'eau et de l'environnement, il doit également devenir le service public d'information sur l'eau, indispensable à tout citoyen qui souhaite s'informer dans ce domaine. Pour répondre à ces attentes fortes, nous devons nous construire un environnement de travail collectif et nous créer des habitudes pour mieux travailler ensemble. C'est un des objectifs de ce premier numéro de Rés'eau Infos, la lettre des partenaires du système d'information sur l'eau. Concrétisation du plan de communication prévu par le SNDE, ce nouvel outil au service de la communauté du SIE est conçu pour être un espace d'échanges réguliers sur les pratiques de travail, les chantiers prioritaires et leurs avancées, les actualités du réseau. J'espère que cette lettre répondra à vos attentes. Je vous en souhaite bonne lecture.

ODILE GAUTHIER

Directrice de l'eau et de la biodiversité

eaufrance

Service public d'information sur l'eau

6 Actualité

RÉSEAUX DE SURVEILLANCE PIÉZOMÉTRIQUE

Exemple en Rhin-Meuse

Dans le cadre de la mise en œuvre de la DCE, les réseaux de surveillance de l'état quantitatif des eaux souterraines ont pour objet de fournir une estimation fiable de l'état quantitatif de toutes les masses d'eau ou groupes de masses d'eau souterraine. La création de l'Onema a changé le mode de gestion de cette surveillance piézométrique. La gestion opérationnelle et financière se fait aujourd'hui à l'échelle nationale par le biais d'une convention entre l'Onema et le BRGM, ce schéma étant susceptible d'évoluer pour rendre la gestion encore plus performante. Les moyens sont mutualisés et harmonisés, notamment en termes de connaissance et de méthodologie technique. Dans le bassin Rhin-Meuse, il existe deux réseaux de surveillance piézométrique, la Meuse et le Rhin. Ces deux réseaux sont alimentés avec des données produites par le BRGM et l'association pour la protection de la nappe phréatique de la plaine d'Alsace (APRONA). Cette association est financée à 50% par l'agence de l'eau Rhin-Meuse et à 50% par le conseil régional d'Alsace. Pour répondre au mieux aux obligations de surveillance de l'état des eaux souterraines, la délégation de bassin, responsable de la production et de la validation des données, a mis en œuvre avec le BRGM une procédure qualité pour la collecte, l'entretien du réseau, le traitement et la validation des données, la mise à disposition de l'information sur la banque ADES.

• **Contact** : Xavier MARLY - Hydrogéologue, DREAL Lorraine, délégation de bassin Rhin-Meuse - xavier.marly@developpement-durable.gouv.fr

RENDEZ VOUS DANS LES DOM

Un audit sur les eaux de surface

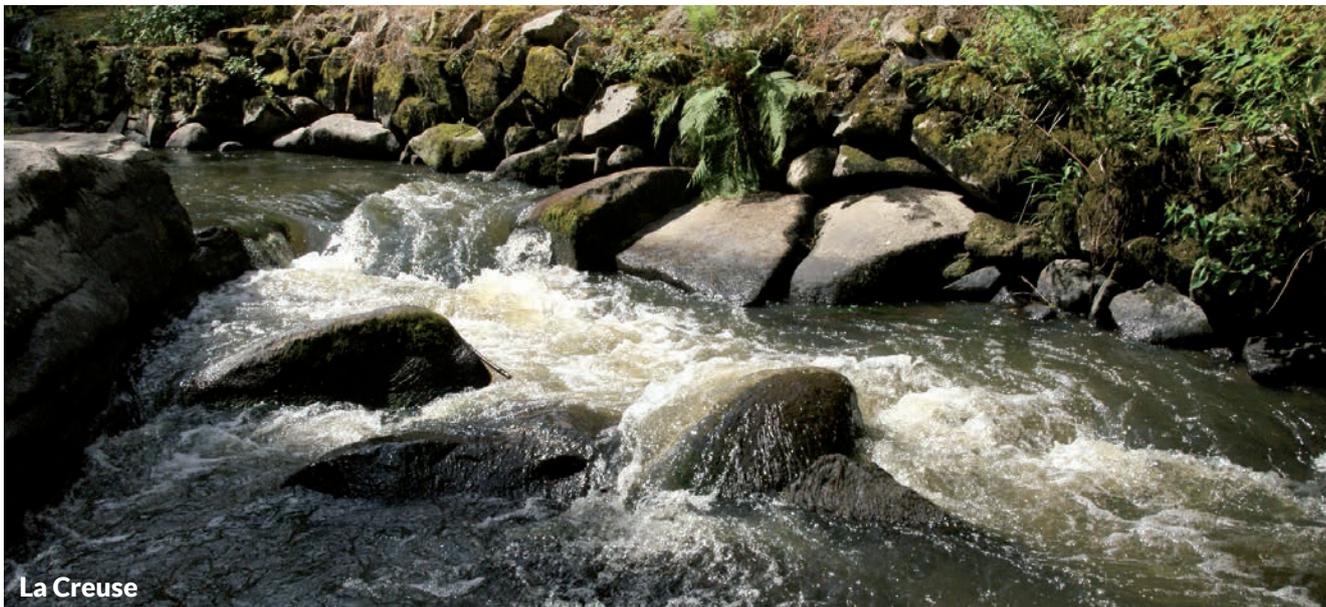
Fin 2010, un audit sur les données des eaux de surface continentales dans les bassins d'outre-mer a été réalisé par l'Onema. Le but est de préparer le volet DOM du schéma national des données sur l'eau et de donner une dimension nationale aux outils du SIE et plus seulement métropolitaine. Les départements d'outre-mer disposent de nombreuses données sur la qualité des eaux de surface continentales (poissons, diatomées, macro-invertébrés, physico-chimie) stockées sous des formats variés (banque de données, fichier Excel, papier). L'historique de ces données remonte pour certains DOM à 1999 et des données disponibles sont déjà aux standards nationaux du SIE (Sandre). A partir de cet audit, il faut identifier et décrire les jeux de données susceptibles d'intégrer Naïades (future banque nationale des eaux de surface continentales) ou d'être utilisés dans l'application SEEE et d'organiser leur reprise ; des scénarios de reprise des données existantes ont donc été proposés et doivent être affinés. Ils doivent concilier pertinence (finalité DCE, thématique, période, etc.) et faisabilité (conformité Sandre, outils de stockage, etc.) de cette reprise.

Pour en savoir plus : http://www.onema.fr/spip.php?page=lettre&id_lettre=16

• **Contacts** : julie.chataigner@onema.fr - aurélie.leonard@onema.fr - erick.bagliniere@onema.fr - frédéric.vest@onema.fr

RÉFÉRENTIEL DES OBSTACLES À L'ÉCOULEMENT

Une seconde version plus complète



O. Leroyer - ONEMA

Depuis le 2 mai 2011, un an après son lancement, la seconde version du référentiel des obstacles à l'écoulement (ROE) est disponible sur le portail Eaufrance.

La seconde version du référentiel des obstacles à l'écoulement (ROE) est désormais disponible sur www.eaufrance.fr. 100 % des données connues sur les obstacles ont été collectées, vérifiées puis bancarisées via GEOBS, contre 83 % à la même date, l'année dernière. Tous les doublons ont été traités et il existe aujourd'hui environ 60 000 ouvrages sur les cours d'eau en France métropolitaine. DCE, Grenelle de l'environnement et plan de restauration de la continuité écologique... le ROE répond à un besoin d'améliorer les connaissances sur les obstacles pour ensuite les évaluer et de proposer les interventions adéquates (effacement, aménagement, etc.). Il se matérialise par une banque de données constituée du nom de l'obstacle associé avec des informations restreintes (code national unique, localisation, caractéristiques) mais essentielles et communes pour l'ensemble des acteurs de l'eau et de l'aménagement du territoire. Une première étape en 2009 et 2010 a consisté à rassembler les données à partir des bases de données des différents partenaires (une trentaine) et à construire GEOBS, application Web développée par le BRGM. Grâce à cette application, les agents des services départementaux de l'Onema ont vérifié la localisation de chaque ouvrage, fusionné les obstacles identiques, complété les données et attribué un code national unique à chaque obstacle afin de constituer le ROE que chaque acteur pourra utiliser, notamment en vue des futurs échanges de données entre partenaires et pour synthétiser les informations au niveau national.

Ce travail titanesque accompli, quelle vie pour le ROE ? Enrichissement des données et partage des connaissances sont les deux axes identifiés pour faire vivre le référentiel et faciliter son utilisation, entre autres, pour la révision de l'état des lieux des bassins en 2013. Pour 2011, que ce soit pour l'ajout d'obstacles encore non référencés ou pour le constat d'erreurs potentielles dans la base, une méthodologie va être diffusée dans le guide d'administration du référentiel et de gestion partenariale des données. Dans le même temps, chaque acteur peut, avec l'application développée par l'agence de l'eau Loire Bretagne - GEBPS - utiliser les données issues de GEOBS pour des besoins propres (comparaison sur un territoire, création sous GEBPS, etc.). En parallèle du ROE, rappelons que le chantier ICE avance et que 2011 verra la sortie du protocole.

• **Contact** : jean-marc.baudoin@onema.fr

6 Chiffres clés

- 56 683 ouvrages validés et confirmés dans le ROE version 2.
- Nombre d'ouvrages par bassins administratifs validés et confirmés : Adour-Garonne 6 148 - Artois-Picardie 1 902 - Corse 162 - Loire-Bretagne 14 647 - Rhin-Meuse 6 512 - Rhône-Méditerranée 15 543 - Seine-Normandie 9 143
- Dont : 29 910 seuils - 6 620 barrages - 4 103 ponts - 183 digues - 94 épis en rivière - 114 grilles.

Parole à



Johanna Mesquita

DEMAA (Direction de l'eau des
Milieux Aquatiques et Agriculture)
Agence de l'eau Seine-Normandie

Res'Eau Comment l'agence de l'eau
Seine-Normandie s'est-elle impli-
quée dans le ROE ?

J. M. L'agence de l'eau Seine-Normandie disposait d'une base de données sur les obstacles intitulée la base AREA, du nom du bureau d'études qui avait effectué le recensement. Nous utilisons également des bases complémentaires issues des Sage* ou des Cater**. Mais, quelques problèmes persistaient : doublons non traités, données non vérifiées sur le terrain, absence de positionnement des ouvrages sur les cours d'eau. Dès le début de la collecte des données dans les différents organismes, l'agence de l'eau a fourni l'ensemble de ses données. Nous savons aujourd'hui que sur le bassin Seine-Normandie, il existe environ 20 000 ouvrages. Aujourd'hui, nous allons participer également à l'administration du référentiel en créant des nouveaux codes création d'ouvrages par exemple.

Res'Eau Quels sont les avantages d'un tel projet pour l'agence de l'eau ?

J. M. La DCE puis le Grenelle et le plan de restauration de la continuité écologique impose pour chaque bassin de déterminer une liste des ouvrages prioritaires d'ici à 2012. Avec le ROE, nous disposons d'une seule base stable avec des données fiables et homogènes et donc d'une meilleure connaissance de nos ouvrages. À chaque ouvrage est attribué un code unique qui facilite les échanges de données entre différentes bases. Ainsi, le référentiel est chargé dans SITOUREF (gestion des sites et ouvrages de référence de l'agence) ; au code ROE, nous pouvons lier les ouvrages avec les aides perçues ou demandées par un maître d'ouvrage.

Res'Eau Quelles sont les attentes de l'agence de l'eau sur ce projet ?

J. M. Dans la version 1 du ROE diffusé il y a un an, un certain nombre d'ouvrages n'est pas encore identifié et leurs caractéristiques comme les hauteurs de chute ne sont pas toujours renseignées. Nous sommes donc en attente d'une version plus complète comprenant ces éléments afin de pouvoir utiliser le ROE pour les ouvrages Grenelle et les ouvrages ZAP anguille.

• **Contact** : mesquita.johanna@aesn.fr

* Schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

** Cellule d'animation technique pour l'eau et les rivières.

Quoi de neuf ?

Le rapportage en ligne

Le schéma national des données sur l'eau prévoit que les rapports de mise en œuvre des directives européennes dans le domaine de l'eau doivent être diffusés sur Eaufrance en même temps qu'ils sont communiqués à l'Europe. Le site www.rapportage.eaufrance.fr permet désormais d'accéder à ces rapports, à des jeux de données et à des synthèses. L'ensemble de la réglementation et des documents de référence est également disponible sur le site. Prochaine étape : amélioration de la lecture et contenus complétés.

• **Contacts** : sebastien.fakhri@onema.fr
cecile.gozler@developpement-durable.gouv.fr

Nouvelle version de Gest'eau

Le site internet www.gesteau.eaufrance.fr vient de faire peau neuve. Plus riche en contenu, avec une information mieux construite, plus accessible à un public de non spécialistes, ce site permet de tout connaître des outils de gestion intégrée de la politique de l'eau (SDAGE, Sage, contrat de rivières...). Il reste également un outil de travail pour les animateurs de Sage en mettant à leur disposition des partages d'expériences, un forum, des documents de travail en ligne, de la cartographie...

• **Contacts** : sophie.benko@onema.fr
chantal-j.richard@developpement-durable.gouv.fr

Valorisation des données

En application du SNDE, l'Onema et ses partenaires établissent chaque année un programme de valorisation des données composé de rapports d'études, documents de synthèses, cartes de référence... Quelques exemples :

- les efforts de surveillance de la qualité des cours d'eau (synthèse - collaboration Onema/OIEau)
<http://www.eaufrance.fr/spip.php?article=816>
- les efforts de surveillance des eaux souterraines (rapport d'études - collaboration Onema/BRGM)
<http://www.eaufrance.fr/spip.php?article=817>
- un bilan sur les pesticides (production SOeS)
<http://www.eaufrance.fr/spip.php?article=845>
- la carte de référence sur les obstacles à l'écoulement (production Onema)
<http://www.eaufrance.fr/spip.php?article=881>
En savoir plus : <http://www.reseau.eaufrance.fr/projet/programme-valorisation>

• **Contact** : janik.michon@onema.fr

avec les projets du SIE

Construction d'un référentiel commun des ouvrages prélèvement

Dans le cadre de la construction de la banque nationale des prélèvements en eau, une étape importante est en cours : l'initialisation d'un référentiel commun des ouvrages de prélèvement à travers un test mené en 2011 dans cinq départements. Dans ce cadre, le groupe de projet met à disposition des acteurs de l'eau, qui ont des travaux en cours ou qui vont démarrer sur leurs données de prélèvement, le format d'échange informatique simplifié de données utilisé dans les tests départementaux. L'objectif est de mutualiser les efforts de chacun et d'anticiper l'intégration des données locales dans la future banque. Ce format d'échange simplifié, diffusé sous Excel, permet d'homogénéiser la mise au format Sandre des données et de valider le référentiel commun des ouvrages de prélèvement, indispensable au déploiement de la banque. Le format d'échange est disponible sur : <http://www.reseau.eaufrance.fr/ressource/bnpe-mise-a-disposition-format-echange-simplifie-pour-initialisation-referentiels>

• **Contacts** : celine.nowak@onema.fr
l.chery@brgm.fr

Du neuf pour la banque migrateurs

En janvier 2009, l'Onema, la FNPF et les associations de migrateurs ont signé un partenariat qui vise à mettre en commun leurs données et leurs expertises sur les poissons migrateurs. Ils participent ainsi à la banque de données nationale sur les migrateurs. Démarrée en 2009, cette banque est constituée actuellement des données issues de la base STACOMI sur les stations de contrôle des migrateurs et d'une partie de la base sur les pêches électriques. Deux actions prioritaires sont prévues en 2011 : tout d'abord la bancarisation des données historiques et ensuite la création d'un info-centre permettant d'interroger les différentes bases participant à la banque migrateurs. Enfin, dans un futur proche, cette banque alimentera les indicateurs constitutifs d'un tableau de bord national pour suivre l'état de ces populations au niveau hexagonal.

• **Contacts** : francois.gatel@onema.fr
david.barracou@migradour.com

Où en est Osmose ?

À partir de 2012, Osmose, outil national de suivi des programmes de mesures, permettra de recenser les actions adoptées pour atteindre les objectifs fixés par la DCE dans les SDAGE et de suivre les indicateurs associés. En 2010, le groupe national de travail piloté par l'agence de l'eau Rhin-Meuse sur mandat de la DEB a eu pour mission de définir les besoins et le cahier des charges de l'outil, de définir les indicateurs et de mettre en place un langage commun des actions (référentiel). Le projet entre maintenant dans sa phase opérationnelle ; les 23 indicateurs retenus (nombre d'ouvrages rendus franchissables, taux de conformité DERU, évolution des ventes de produits phytosanitaires, nombre de contrôles des usages, coûts, etc.) sont en cours de test dans tous les bassins, alors que le référentiel des actions est testé dans plus de 15 départements dont ceux d'outre-mer. Après le choix du prestataire et la réalisation concrète d'Osmose, progresser sur l'interopérabilité entre Osmose et les autres outils existants, comme les logiciels de suivi des aides des agences de l'eau, Cascade (autorisations, déclarations et contrôles dans le domaine de l'eau), ou GIDIC (ICPE), etc., est le chantier prioritaire de l'année 2011. L'objectif étant de faciliter une seule saisie pour plusieurs outils et d'harmoniser le recueil des données sur différentes échelles, et en particulier celle de la masse d'eau.

• **Contacts** : marie.renne@developpement-durable.gouv.fr (Chef de projet Osmose)
katia.schmitzberger@eau-rhin-meuse.fr (Chef de projet utilisateurs)
daniel.dietrich@eau-rhin-meuse.fr (Chef de projet informatique)



La vie du réseau

Nathalie Garat a quitté la DREAL Nord Pas de Calais - délégation de bassin Artois-Picardie.

Patricia Sala est arrivée à la DREAL Centre - délégation de bassin Loire-Bretagne.

Laurent Coudercy, chef de projet référentiels et **Carole Michael**, chef de projet information géographique sur l'eau, sont arrivés à l'Onema.

LETRE SIE N°0 - JUIN 2011

Directeur de la publication :
Patrick Lavarde (Onema).

Responsable de la rédaction :
Christian Jourdan (Onema), coordonnateur du SIE.

Rédacteur en chef : Céline Piquier (Onema).

Comité de rédaction : en cours de constitution

Merci à René Lalement (Onema), Anne Lançon (Onema), Karl Kreutzenberger (Onema) et Jeanne Defoi (Office de l'eau de la Martinique).

Conception et mise en page :
Partenaires d'Avenir.

Illustration : graphies.

Secrétariat de rédaction :

Partenaires d'Avenir - Beatrice Gentil et Amandine Samuel (Onema).

Ce numéro ne peut être vendu.

Pour toute reproduction, prendre contact avec la délégation de l'information et de la communication de l'Onema.

